Global Journals LaTeX JournalKaleidoscope™
Artificial Intelligence formulated this projection for compatibility purposes from the original article published at Global Journals. However, this technology is currently in beta. *Therefore, kindly ignore odd layouts, missed formulae, text, tables, or figures.*

Inclusion Financière et Croissance Économique en Afrique Sub-Saharienne: Le Rôle de la Qualité des Institutions

Nana Kuindja Rodrigue[1]

[1] Université de Ngaoundéré - Cameroun

Received: 15 December 2019 Accepted: 2 January 2020 Published: 15 January 2020

Abstract

The objective of this paper is to assess the effect of the quality of institutions in the relationship between financial inclusion and economic growth in the countries of Sub- Saharan Africa. To achieve this, econometric estimates were made using the Generalized Moment Method (MMG) in a dynamic panel of 36 countries in the area over the period from 2000 to 2018. The results obtained show that institutions play a role in the relationship between financial inclusion and economic growth.

Index terms— institutional governance, cyclical monetary policy, economic growth, MMG

1 I. Introduction

'intermédiation financière soulève toujours des questionnements sur sa contribution dans le développement économique des pays. En Afrique Subsaharienne, le financement constitue un enjeu capital et des défis importants. Les deux dernières décennies sont marquées par de nombreuses initiatives de développement, en faveur du relèvement de la croissance et de l'amélioration du système financier, afin de limiter la pauvreté. En Afrique subsaharienne précisément, dans un contexte où les banques et les établissements de micro finance dominent l'activité du financement de l'économie, la relation entre l'intermédiation financière et le bien-être des individus s'établit selon le degré d'inclusion financière des agents (Saab, 2018) et selon la qualité des institutions (Beck, 2016). Ainsi, l'inclusion financière ou la finance inclusive constitue un levier important pour le développement des économies en expansion, car elle permet d'augmenter le revenu des agents, réduire la pauvreté et créer de l'emploi (Pearce, 2011;Park et Mercado, 2015).

Pour Demirgüç-Kunt et Klapper (2012), l'inclusion financière permet la participation de tous les individus aux services financiers en fournissant un ensemble de produits/services financiers de proximité à toutes les couches sociales, notamment celles exclues des services financiers classiques. L'inclusion financière concerne des groupes d'individus présentant des difficultés d'usage et d'accès à un compte bancaire, aux moyens de paiement, au crédit et aux produits d'épargne. C'est une situation économique suivant laquelle les individus et les entreprises ont accès à des services financiers de base (Amid?i? et al., 2014). Sarma (2008) souligne qu'il s'agit d'un ensemble de moyens qui assure l'accessibilité, la disponibilité et l'usage des services financiers à prix abordable, pour tous les membres d'une économie. Il existe donc dans la littérature un consensus suivant lequel l'inclusion financière constitue un ensemble de dispositifs contribuant à lutter contre l'exclusion bancaire et financière, et le secteur de l'intermédiation financière occupe une position centrale. Ainsi, la lutte contre l'exclusion bancaire est un enjeu de responsabilité sociale des banques (Gloukoviezoff, 2008). La participation des agents aux services financiers classiques (règlementés) ou alternatifs 1 Les effets de la règlementation et de la stabilité sociale sont capturés par les trois premières catégories (Kaufmann et al., 2009); et, la dernière catégorie relève d'une interprétation du coût social de la production et de son implication organisationnelle, analysées par les coûts de transactions (Coase, 2005). Cette explication justifie l'idée suivant laquelle les niveaux de développement financier et d'inclusion financière dans les économies divergent selon la qualité des institutions (Chinn et Ito, 2006 ;Ajide, 2017). En insistant sur le rôle de la qualité des institutions politiques dans le développement financier, ou plus exactement dans l'inclusion financière, nous prolongeons la pensée de ces derniers auteurs. En effet, ceux-ci démontrent

qu'il existe des déterminants institutionnels qui conditionnent l'activité financière et son développement. Selon Acemoglu et al., (2005), la stabilité politique, l'absence de violence et la qualité de la régulation, et l'analyse des (progressivement règlementés), contribue à soutenir l'investissement productif, réduire la pauvreté et donc à augmenter la croissance économique (Park et Mercado, 2018).

Si l'intervention de l'Etat est souhaitable pour limiter les contraintes liées au financement des agents, alors la qualité des institutions constitue un facteur non négligeable dans la contribution macroéconomique de l'inclusion financière . Au-delà d'être un cadre donné des comportements économiques, les institutions sont essentielles pour le fonctionnement d'une économie (North, 1990). Les institutions constituent un ensemble de règles et de normes établies de façon consensuelle dans une société afin d'orienter des comportements. Selon North (1991), les institutions se distinguent par des aspects formels qui peuvent changer très rapidement (constitution, règlementation, lois), et par des aspects informels qui ne se modifient pas aisément mais progressivement (modèle de comportement, lignes de conduite, contrats, routines, us et coutumes). Les travaux de Rodrik (2005) L'hypothèse principale est que la bonne gouvernance des institutions contribue à expliquer l'inclusion financière prévalant dans la zone et/ou de la volatilité de la croissance économique. La gouvernance des institutions sont des règles formelles et informelles qui régissent les interactions humaines. Elle définie l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative dans le cadre de la gestion desdites institutions (PNUD, 1997). Le problème qui se pose est donc celui d'un niveau toujours persistant du taux de bancarisation des populations qui se traduit par de faibles performances macro-économiques. L'effet positif des stratégies d'inclusion financière sur la croissance économique ne s'observe pas sans l'amélioration des institutions. Peut-on alors penser que le niveau de croissance économique obtenu par ces pays, qui est supposé financer le développement et générer de la croissance, soit tributaire de cette gouvernance des institutions ?

L'objectif de cet article est donc d'une part d'évaluer l'effet de la gouvernance des institutions dans la relation qui existe entre l'inclusion financière et la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne, et d'autre part de mettre en évidence des propositions à partir desquelles les politiques de développement pourront s'appuyer. Cette problématique nous semble légitime, car à notre connaissance aucune étude n'a encore été faite sur le rôle de la gouvernance des institutions dans la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne. Le présent article vise donc à combler ce vide. La suite de l'article se présente de la manière suivante: La deuxième section présente la revue de la littérature. La troisième section, quant à elle, expose la démarche méthodologique. La quatrième section présente les résultats obtenus et leurs discussions. La cinquième section conclut l'étude.

2 II.

Revue de la Litterature Les économistes ne s'accordent pas jusqu'aujourd'hui sur le rôle de la gouvernance des institutions dans la relation qui existe entre l'inclusion financière et la croissance économique. Certains pensent que la gouvernance des institutions améliore l'effet positif de l'inclusion financière sur la croissance économique. D'autres par contre, démontrent que l'inclusion financière combinée à la gouvernance des institutions n'est pas toujours source de croissance économique en Afrique Subsaharienne.

3 a) Institutions, inclusion financière et croissance économique: une analyse théorique

Selon les tenants de la première thèse, c'est-àdire ceux qui soutiennent l'idée selon laquelle l'inclusion financière combinée à la gouvernance des institutions a un effet positif la croissance économique dans les PED. La bonne gouvernance constitue un préalable nécessaire à la gestion de la réaction des autorités monétaires à travers la lutte contre la corruption et la fraude fiscale. La qualité de la gouvernance des institutions sera bonne dans les pays Subsaharien et la valorisation des dépenses publiques se fera aisément. En se penchant sur les caractéristiques de la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique en ASS, il semble que les institutions constituent un facteur explicatif non négligeable, pour comprendre les différences constatées sur cette relation dans les pays ASS. L'inclusion financière agit sur la croissance à travers des canaux similaires à ceux du développement financier, car elle débouche sur un accroissement des volumes d'épargne et de crédit (Dabla-Norris et al., 2015 ; **??**ahay et al., 2015). L'étude du lien entre l'inclusion financière et croissance est nécessaire, non seulement pour situer le cadre théorique, mais également pour identifier les limites de cette interrelation et trouver les contributions d'ordre institutionnel.

Les travaux fondateurs de Bagehot (1873) et de Schumpeter (1912), puis ceux de Keynes (1936) ont généré une littérature assez abondante et diversifiée sur les liens de causalité entre l'intermédiation financière et la croissance. L'analyse de la relation entre la sphère financière et la sphère réelle de l'économie ne fait pas l'unanimité au sein des différentes écoles de pensée. En effet pour certains, le développement financier est le résultat de la croissance économique **??**Keynes, 1936; **??**obinson, 1952; **??**riedman et Schwartz, 1963), alors que pour d'autres, les arguments sont plutôt en faveur d'un effet positif du développement financier sur la croissance économique (Gurley et **??**haw, 1960; **??**icks, 1969; **??**cKinnon, 1973 **??**t Shaw, 1973). Ces derniers arguments théoriques sont à la base des modèles de croissance endogène tenant compte des effets du développement financier sur l'économie réelle (Pagano, 1993; Bencivenga et Smith, 1991; King et **??**evine, 1993). Les effets macroéconomiques de l'inclusion financière découlent empiriquement de ces arguments théoriques. Ainsi, la prise en compte du contexte

institutionnel constitue une contribution majeure de la recherche dans la décennie 90, tant sur un plan théorique qu'empirique: c'est la naissance du lien tripartite finance-croissanceinstitutions dans la littérature économique.

Le débat sur le lien tripartite finance-croissanceinstitutions est lancé grâce aux travaux d'Arestis et **??**emetriades (1996). Ils remarquent que le cadre institutionnel, notamment les facteurs institutionnels et les politiques du secteur financier, affecte la relation entre la finance et la croissance. Ainsi, les considérations politiques et institutionnelles à l'endroit du secteur financier permettent de mieux prédire la croissance. D'après eux, ce sont les caractéristiques des institutions financières qui contribuent le mieux à expliquer les différences constatées portant sur le lien de causalité « finance -croissance » selon les pays. Dans le même ordre d'idées, Levine (1999) La démarche permet d'accorder un rôle de la qualité des institutions sur les déterminants de la croissance économique, en insistant sur le fait que la valeur prise par la qualité des institutions, renforce ou réduit l'effet de l'inclusion financière sur la croissance de façon significative.

4 b) Les variables spécifiées

La modélisation tient compte du PIB réel par tête (PIBHBT) comme variable expliquée. Les variables explicatives sont les variables de l'inclusion financière, les variables de la qualité institutionnelle et un vecteur d'autres variables de contrôle qui affectent la croissance économique. Les variables de l'inclusion financière sont intégrées dans les modèles en tenant compte de deux dimensions: la disponibilité et l'usage des services financiers. Il est donc question d'introduire trois mesures à savoir : Le nombre de guichet automatique (GAB) pour 100 000 adultes, le nombre d'agence financière (NAF) pour 100 000 adultes et la proportion de comptes bancaire (CB) pour 1000 habitants. Les deux premières mesures concernent la disponibilité, et la dernière indiquent l'usage. Ces mesures constituent les variables proxies de l'inclusion financière d'après Kim et al. (2018). La variable de la qualité institutionnelle comprend deux variables d'institutions politiques provenant de l'ICRG, à savoir : la stabilité politique et absence de violence (PV), élaborée par Kaufmann (2009), et, la qualité de la régulation (QR).

Comme variables de contrôle, nous avons : Le taux d'inflation capté par l'indice des prix à la consommation (INFL), permet de ressortir le changement en pourcentage dans le prix des biens locaux et étrangers. Le taux de croissance de la population (POP) est associé aux variations de la production. Le taux d'inscription à l'éducation primaire (INSPRIM) fournit une approximation de la proportion totale d'individus instruis. Le taux de chômage (TCHOM), composante de la force de travail, constitue la part de la population active qui n'a pas d'emploi et est en quête d'en avoir, au sens du Bureau International du Travail. Le degré d'ouverture commerciale (OUVC) est mesuré comme une part qu'occupent les volumes d'échanges dans le PIB par habitant.

5 c) La technique d'estimation

La méthode d'estimation adoptée est la méthode des moments généralisés (GMM) pour les modèles de panel dynamiques. Cette méthode nous permet de résoudre l'éventuel problème d'endogénéités de l'ensemble des variables indépendantes du modèle. Elle présente en outre l'avantage d'engendrer des instruments internes sur la base des variables indépendantes endogènes du modèle. Nous utilisons l'estimateur de la méthode des moments généralisés en système (GMM-SYS) initié par Blundell et Bond (1998). C'est un estimateur qui associe dans un système unique le modèle en niveau et le modèle en différence première. Afin de tester la validité des instruments, nous réalisons le test de Hansen comme préconisé par Arellano et Bond (1991) **??**1991) qui teste la corrélation sérielle de premier ordre des erreurs en niveau en testant la corrélation sérielle de second ordre des erreurs en différence Î?"yi,t = ?Î?" yi,t-1 +? Î?"Xi,t + Î?" ? i,t .

6 d) Les données, l'échantillon et période d'étude

Les données sont tirées des statistiques de la Banque Mondiale WDI (2018), précisément le taux d'inflation (IPC) et le produit intérieur brut réel (PIB). Chaque pays de notre échantillon dispose de données sur au moins 10 ans. Le taux d'intérêt nominal est tiré de la base International Financial Statistics du FMI (2018), de l'IRCG et du Global Financial Development Data base (2018). Les données relatives à l'inflation sont incomplètes pour certains pays. Celles relatives au PIB et au taux d'intérêt sont disponibles pour l'ensemble de l'échantillon. Les données relatives aux régimes de change sont tirées de la base montée par Ilzetzki, Reinhart et Rogoff (2016) actualisée. Les données relatives aux variables institutionnelles politiques sont tirées de la base du Groupe Political Risk Services, précisément les données relatives à la démocratie et la corruption. Les données relatives à l'indépendance de la banque centrale sont extraites de la base de Garriga (2016), plus précisément le taux de rotation des gouverneurs. Les transformations logarithmique et en pourcentage permettent d'avoir des coefficients exploitables pour l'analyse et l'interprétation des résultats. La période de l'analyse de ce travail s'étend de 2000 à 2018 et porte sur un panel de 36 pays de l'Afrique Sub-Saharienne. Le choix de la période d'étude et la taille de l'échantillon s'est fait en tenant compte de la disponibilité des variables.

IV.

7 Résultats et Discussions

La qualité des institutions joue un rôle primordial dans l'influence de l'accès aux services bancaires et son impact sur la croissance économique. D'une part, la corruption, l'instabilité politique ont un effet négatif sur le niveau

d'inclusion financière. D'autre part, la faiblesse du cadre juridique a un effet négatif sur le niveau de taux de bancarisation. a) Analyse de l'effet **??**e

8 Conclusion

Dans cet article, nous avons examiné l'effet de la qualité des institutions dans la relation qui existe entre le faible accès aux services bancaires et la croissance économique dans les pays de l'Afrique Sub-Saharienne. Pour y arriver, des estimations économétriques ont été faîtes en utilisant la Méthode des Moments Généralisés (MMG) en panel dynamique de 36 pays de la zone sur la période allant de 2000 à 2018. Les estimations empiriques ont été précédées des tests de dépendance des économies (Pesaran, 2004) et des tests de stationnarité de seconde génération (Pesaran, 2007). L'application du test de dépendance a montré l'existence de l'interdépendance entre les économies d'ASS. Le modèle à effet fixe a permis de corriger l'hétéroscédasticité et l'auto corrélation. Les résultats obtenus montrent que la corruption et l'instabilité politique ont un effet négatif sur le niveau du crédit bancaire accordé au secteur privé. De même, la vigueur du cadre juridique a un effet positif sur le taux de bancarisation. De manière précise, le faible niveau de responsabilité démocratique et la corruption accentuent le comportement pro-cyclicité des banques dans les pays d'Afrique subsaharienne. La qualité de la gouvernance des institutions a un potentiel optimal pour la promotion d'une croissance économique dans l'Afrique Subsaharienne. L'originalité de cette étude réside sur l'application de la théorie des institutions (politiques et économiques). Les institutions économiques (notamment le régime de change, la liberté monétaire, la liberté financière et l'indépendance de la banque centrale) peuvent jouer un rôle primordial dans l'influence du comportement procyclique des banques. L'introduction de l'indice ne pouvant pas constituer une barrière à l'entrée d'autres firmes (Avom et al., 2017).

Plus précisément, notre étude mettait en exergue l'apport positif de la forte qualité du cadre institutionnel sur le niveau du taux de bancarisation **??**Diallo, 2009). La mal gouvernance qui sévit dans les pays d'Afrique Subsaharienne explique l'échec des stratégies économico-politiques qui ont été mises en place. Ces pratiques de mal gouvernance affecte la qualité des institutions, d'où leurs faiblesses traduites par l'incapacité de celles-ci à remplir les missions qui leur sont dévolues. Dans cette optique, la promotion des pratiques de « bonne gouvernance » dans ces pays est d'une importance capitale. Cette bonne gouvernance rend facile l'accès au crédit bancaire pour réduire les fluctuations conjoncturelles des économies. En définitive, la principale contribution de cette étude est d'avoir mis en évidence que la bonne gouvernance des institutions d'un pays donné influence la dynamique du développement financier par rapport à sa croissance économique. [1] [2] [3] [4]

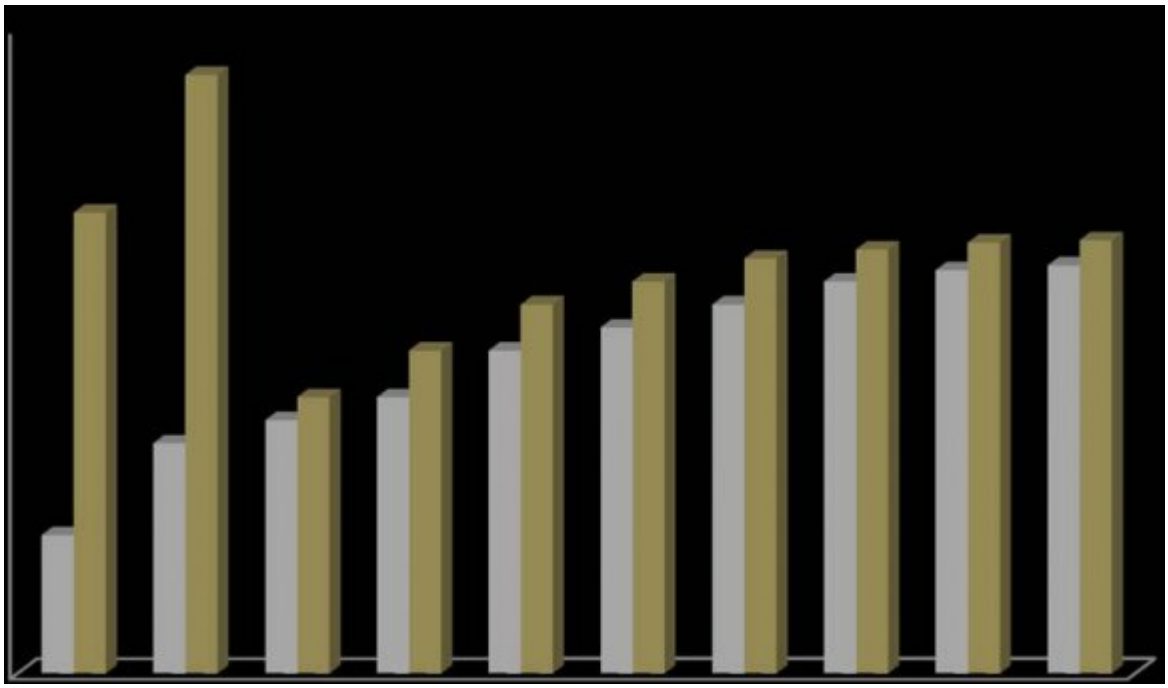

Figure 1:

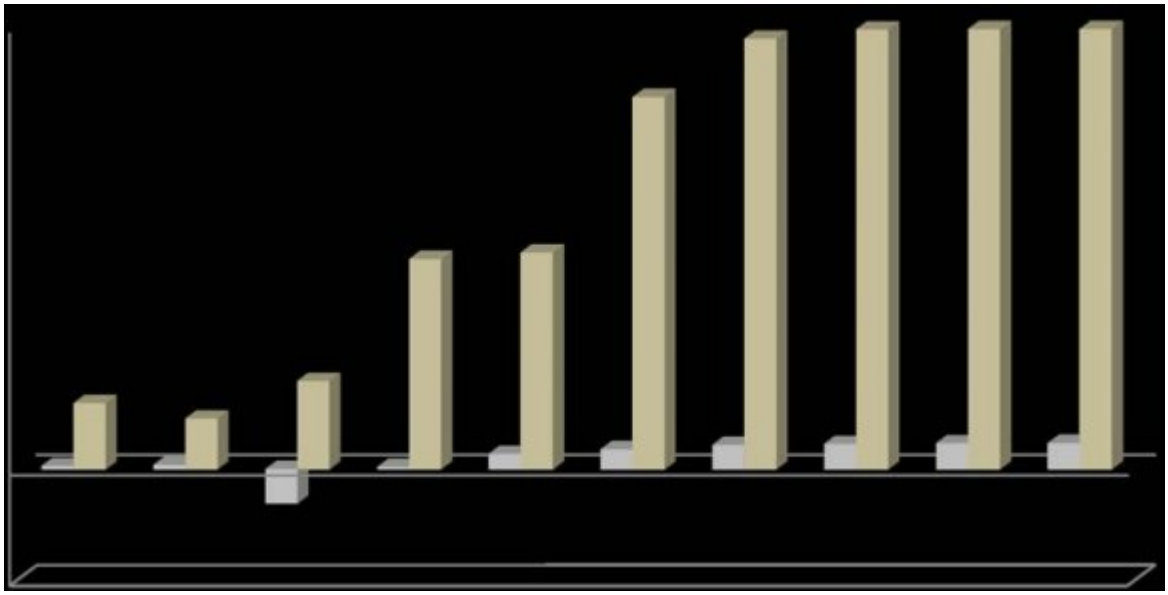

Figure 2:

Nana Kuindja Rodrigue
Résumé-L'objectif de ce papier est d'évaluer l'effet de la qualité des institutions dans la relation qui existe entre l'inclusion financière et la croissance économique dans les pays de l'

[Note: efficace, la stabilité politique et un faible niveau de corruption augmentent fortement l'inclusion financière et stimulent les prêts. L'effet positif des stratégies d'inclusion financière sur la croissance économique ne s'observe pas sans l'amélioration des institutions. La qualité des institutions a un potentiel optimal pour la promotion d'une croissance économique dans l'Afrique Subsaharienne.]

Figure 3:

développement financier sur la croissance sont d'un certain seuil de développement financier. La

substantiellement faibles. La stratégie de modélisation question de l'effet de seuil dans la relation entre le

sur 72 pays en voie de développement classés par développement financier et la croissance économique à

catégories pour une période allant de 1978 à 2000 et les donner des explications sur les facteurs de cette non-

tendances dégagées de ces études, permettent donc linéarité, au rang desquels la qualité des institutions

de déduire les effets différents de variables semble y jouer un rôle important.

institutionnelles et de développement financier selon les

analysons la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique. En suivant les travaux de Kim et al., (2018) relatifs à l'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique dans les pays de l'OIC, nous adoptons un modèle de panel dynamique dont l'estimation s'effectue par la méthode des moments généralisés (GMM) en

*[Note: ? +?? 9 ???? ???? + ? ?? 10 (?????? ???? * ???? ????) ?? 11 (?????? ???? * ???? ????) ?? 12 (???? ???? * ???? ????) ? + ?? ?? + ?? ???? . (1)]*

Figure 5: +

Figure 6:

[1]Par la technologie numérique qui ouvre un champ de possibilité d'accès aux services financiers (Demirgüç-Kunt et Klapper, 2017).

[2]Selon eux, l'inclusion financière s'améliore par la réforme du cadre règlementaire et la qualité de la supervision prudentielle, qui assure la stabilité financière. Confer Detragiache et al. (2008) in Guérineau et Jacolin (2014).

[3]© 2020 Global Journals

[4]Note *: significativité à 1% ; **: significativité à 5% ; *** : significativité à 10% Source: Construit par l'auteur, à partir de Stata

200%

150%

14% 100%

12%

persistance des décisions monétaires passées, sur celles encours (graphique 1).
195%
199.20%
199.35%
199.40%
168.50%
Enfin, les tests d'auto corrélations des résidus (AR(1) et AR(2)) sont aussi

13% 95%

satisfaisants dans la mesure où les AR(1) sont acceptés et les AR(2) rejetés. En effet, ces derniers sont
98%
respectivement p?z = 0,0117 et p?z

[Demirgüç-Kunt] , Demirgüç-Kunt .

[Annexe] , Annexe .

[Algérie et al.] , Angola Algérie , Bénin , Burkina Botswana , Faso , Burundi , Capt Cameroun , Vert , Côte D'ivoire , Djibouti , Érythrée , Éthiopie , Gabon , Gambie , Ghana , Guinée Guinée , Équatoriale . Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Île Maurice, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria; Congo, République du Congo, Rwanda, Sao Tome et Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra-Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie, Zimbabwé. Liste des pays d l'Afrique Subsaharienne de l'échantillon Afrique du Sud (République arabe d'Égypte, République Démocratique du)

[Douglass and North ()] , C Douglass , North . *Journal of Economics Perspectives* 1991. 5 p. . (Institutions)

[Coase et al. ()] , R Coase , Le ; « L'entreprise , Marché , Le Droit . 2005. Paris. 245.

[Mankiw et al. ()] 'A contribution to the empirics of economic growth'. G N Mankiw , D Romer , D N Weil . *The Quarterly Journal of Economics* 1992. 107 p. .

[Amid?i? et al. ()] G Amid?i? , A Massara , A Mialou . *« Assessing Countries' Financial Inclusion Standing-A New Composite Index», International*, 2014.

[Arellano and Bover ()] 'Another Look at the Instrumental-Variable Estimation of Error Components Models'. M Arellano , O Bover . *Journal of Econometrics* 1995. 68 p. .

[Ahlin ()] 'Are financial development and corruption control substitutes in promoting growth?'. Christian Ahlin , JiarenP . *Journal of Development Economics* 2007. 86 (2) p. .

[Avom and Et Nana Kuindja ()] D Avom , R Et Nana Kuindja . *« Les Barrières à l'Entrée Expliquent-elles le Comportement des Banques dans la CEMAC ? », Revue d'Économie Financière*, 2017. 127 p. .

[Angkin (2007)] 'Banking, regulation and the output cost of banking crises'. . A P Angkin . *Journal of International Markets, Institutions and Money* 2007. December. p. .

[Calvin ()] A Calvin . *Surliquidité des Banques dans la CEMAC et Rationnement Du crédit des Banques aux PME: que faire face à ce paradoxe ? », Conférence-débat*, 2008. Université de Ngaoundéré

[Anderson and Campbell ()] 'Corporate governance of Japanese banks'. C W Anderson , T L Campbell . *Journal of Corporate Governance* 2004. 10 p. .

[Corruption Perceptions Index ()] *Corruption Perceptions Index*, 2017. 2016. Berlin.

[Dabla-Norris et al. ()] E Dabla-Norris , R Yan Ji , D Townsend , Filiz . WP/15/22. *« Identifying Constraints to Financial Inclusion and Their Impact on GDP and Inequality: A Structural Framework for Policy » IMF Working Paper*, 2015.

[Demirgüç -Kunt et al. ()] A Demirgüç -Kunt , L Klapper , D Singer . *« Financial Inclusion and Legal Discrimination against*, 2013.

[Demirgüç-Kunt et al. ()] A Demirgüç-Kunt , L Leaven , R Levine . *« Regulations, Market Structure, Institutions, and the Cost of Financial Intermediation. »*, 2004. 36 p. .

[Francesca and Di ()] 'Deposit Insurance, Institutions, and Bank Interest Rates'. C Francesca , Giorgio Di , G . *Transition Studies Review* 2004. 11 p. .

[Calderón et al. ()] 'Do Good Institutions Promote Counter-Cyclical Macroeconomic Policies?'. C Calderón , R Duncan , K Schmidt-Hebbel . *Federal Reserve Bank of Dallas, Working Paper*, 2016. p. 118.

[Allegret and Azabbi ()] 'Développement Financier'. J P Allegret , S Azabbi . *Paneconomicus* 2012. 5 p. . Croissance de Long Terme et Effets de Seuil

[Eichengreen and Et Dincer (2009)] B Eichengreen , N Et Dincer . *Central Bank Transparency: Causes, Consequences and Updates*, 2009. September 2009. p. 14791. (NBER Working Paper)

[Holtz-Eakin et al. ()] 'Estimating Vector Auto regressions with Panel Data'. D Holtz-Eakin , W Newey , H S Rosen . *Econometrica* 1988. 56 (6) p. .

[Ilzetzki et al. (2016)] *Exchange Rate Arrangements Entering the 21st Century: Which Anchor Will Hold?*, E Ilzetzki , C Reinhart , K Rogoff . 2016. May 13. (Background Material)

[Beck et al. ()] 'Finance and the Sources of Growth'. T Beck , R Levine , N Loayza . *Journal of Financial Economics* 2000. 58 p. . (n° (1-2)

[Demetriades and Law ()] 'Finance, Institutions and Economic Development'. P Demetriades , S H Law . *International Journal of Finance & Economics* 2006. 11 (3) p. .

[Anderson and Et Tarp ()] 'Financial Liberalisation, Financial Development and Economic Growth in LDC's'. T Anderson , F Et Tarp . *Journal of International Development* 2003. 15 (2) .

[Frankel et al. ()] J Frankel , C Végh , G Et Vuletin . *On Graduation from Fiscal Procyclicality »*, 2013. 100 p. .

[Caprio et al. (2007)] 'Governance and bank Evaluation'. G Caprio , L Laeven , R Levine . *Journal of Financial Intermediation* 2007. October 2007. 16 p. .

[Kaufmann et al. ()] 'Governance matters VIII: Governance indicators for'. D Kaufmann , A Kraay , M Mastruzzi . *World Bank Policy Research*, 2009. 1996-2008. June 2009.

[Rodrik ()] 'Growth Strategies'. D Rodrik . *Handbook of Economic Growth* 2005. 1 (1) p. .

[Acemoglu et al. ()] 'Institutional Causes Macroeeconomic Symptoms: Volatility, Crises and Growth'. D Acemoglu , S Johnson , J A Robinson , Y Thaicharoen . *Journal of Money Monetary Economics* 2003. 50 p. .

[Chavance ()] *Institutional Economics*, B Chavance . 2009. Routledge, NY, New York. 94.

[Duncan ()] 'Institutional Quality, the Cyclicality of Monetary Policy and Macroeconomic Volatility'. R Duncan . *Journal of Macroeconomics* 2014. 39 p. .

[Mondjeli ()] *Institutions and Pro-cyclicality of Fiscal policy in Subsaharan Africa*, Mondjeli . 2017.

[Acemoglu and Johnson ()] 'Institutions as the Fundamental Cause of Long-Run Growth'. D Acemoglu , S Johnson , RobinsonJ A . *P. Aghion and S. Durlauf Handbook of Economic Growth Amsterdam*, (North-Holland) 2005. 87 p. .

[North ()] *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, D North . 1990. Cambridge: Cambridge University Press.

[Sack and Wieland ()] 'Interest Rate Smoothing and Optimal Monetary Policy: A Review of Recent Empirical Evidence'. B Sack , V Wieland . *Journal of Business and Economics* 2007. 52 p. .

[Kim et al. ()] D-W Kim , J-S Yu , M K Hassan . *« Financial Inclusion and Economic Growth in OIC Countries*, 2018.

[Lardeux ()] R Lardeux . *Le Rôle des Banques Centrales Après la Crise*, 2013. p. 172. (Les Idées Économiques et Sociales)

[Law et al. ()] S H Law , W Azman-Saini , M H Ibrahim . *« Institutional Quality Thresholds and the Finance-Growth Nexus. »*, 2013. 37 p. .

[Levine ()] 'Law, Finance, and Economic Growth'. Ross Levine . *Journal of Financial Intermediation* 1999. 8 (1-2) p. .

[Luintel et al. ()] K Luintel , M Han , R Leon-Gonzalez , G Li . *« Financial Development, Structure and Growth: New Data, Method and Results*, 2016. 43 p. . (Institutions &Money)

[Sabir and Zahid ()] 'Macroeconomic Policies and Business Cycle: The Role of Institutions in Selected SAARC Countries'. K S Sabir , Zahid . 51:4. *The Pakistan Development Review* 4 Part II (ed.) 2012. Winter 2012. 51 p. .

[Mcgettigan et al. ()] D Mcgettigan , Moriyama , N Ntsama , F Painchaud , H Qu , H Steinberg . *Monetary Policy in Emerging Markets : Taming the Cycle*, 2013. (IMF Working Paper, n° 96)

[Minoiu and Et Zanna ()] Dabla-Norris E Minoiu , C Et Zanna , LF . *« Business Cycle Fluctuations, Large Macroeconomic Shocks, and Development Aid*, 2015. 69 p. .

[Huang and Wei ()] 'Monetary Policies for Developing Countries: The Role of Institutional Quality'. H Huang , S Wei . *Journal of International Economic* 2006. 70 p. .

[Coulibaly ()] 'Monetary Policy in Emerging Market Economies: What Lessons from the Global Financial Crisis?'. B Coulibaly . *Board of Governors of the Federal Reserve System)*, (Washington) 2012. 39 p. .

[Panizza ()] U Panizza . *Développement Financier et Croissance Économique: les connus connus, les inconnus connus et les inconnus inconnus », Revue d'Économie du Développement, hors-série (HS02)*, 2014. p. .

[perspectives de l'Economie mondiale du FMI d'avril ()] *perspectives de l'Economie mondiale du FMI d'avril*, 2003.

[Fernandes and Kraay ()] 'Property rights institutions, contracting institutions and growth in South Asia: Macro and Micro Evidence'. A M Fernandes , C Kraay , A . *South Asia Growth and Regional Integration*, (The World Bank) 2007. 2007.

[HaliE ()] *Qualité des Institutions et Résultats Économiques*, HaliE . 2003. (Inspiré du Chapitre III des)

[Reinhart Kenneth and Rogoff (2009)] Carmen M Reinhart & Kenneth , S Rogoff . *This Time is Different: Eight-Centuries of Financial Folly*, (Princeton, NJ) 2009. June 2009. Princeton University Press.

[Servet ()] J-M Servet . *Banquiers aux Pieds nus: La microfinance*, (Paris) 2006. p. 5.

[Arellano and Bond ()] 'Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations'. M Arellano , S Bond . *Review of Economic Studies* 1991. 58 p. .

[Calderón and Nguyen ()] 'The Cyclical Nature of Fiscal Policy in Sub-Saharan Africa'. C Calderón , H Nguyen . *Journal of African Economies* 2016. p. .

[Hodgson ()] 'The Evolution of Institutions: an Agenda for Future Research'. G-M Hodgson . *Constitutional Political Economy* 2002. p. 113.

[Brambor et al. ()] 'Understand Interaction Models: Improving Empirical Analyses'. T Brambor , R W Clark , Gollder . *Political Analysis* 2006. 14 p. .

[Chinn and Ito ()] 'What Matters for Financial Development? Capital Controls, Institutions, and Interactions'. M D Chinn , H Ito . *Journal of Development Economics* 2006. 81 (1) p. .

[Kaminsky et al. ()] 'When It Rains, It Pours: Procyclical Capital Flows and Macroeconomic Policies'. G L Kaminsky , C M Reinhart , C A Vegh . *NBER Macroeconomics Annual*, M Gertler, & K Rogoff (ed.) (Cambridge, Massachusetts) 2005. 2004. 19.

[Yahyaoui and Rahmani ()] A Yahyaoui , A Rahmani . *Développement Financier et Croissance Économique: Rôle de la qualité des institutions*, 2009. p. .

[Beck et al. ()] '« Bank Supervision and Corruption in Lending »'. T Beck , A Démirguc-Kunt , R Levine . *Journal Monetary Economics* 2006. 53 p. .

[Demirgüç-Kunt et al. ()] '« Base de données Global Findex 2017 : Mesurer l'inclusion financière et la révolution technico-financière'. A Demirgüç-Kunt , L Klapper , D Singer , S Ansar , J Hess . *Brochure Aperçu* La Banque mondiale (ed.) 2017.

[Cieslik and Et Goczek ()] '« Control of corruption, international investment and economic Growth : Evidence from panel data'. A Cieslik , L Et Goczek . *World Development* 2018. 103 p. .

[Brown and Zehnder ()] '« Credit Reporting, Relationship Banking, and Loan Repayment»'. M Brown , C Zehnder . *Journal of Money, Credit, and Banking* 2007. 39 p. .

[Gloukoviezoff ()] *« De l'exclusion à l'inclusion bancaire des particuliers en France, entre nécessité sociale et contrainte de rentabilité*, G Gloukoviezoff . 2008. Thèse de doctorat en Sciences Economiques et Gestion : Université Lyon 2

[Guo and Et Stepanyan ()] '« Determinants of Bank Credit in Emerging Market Economies'. K Guo , V Et Stepanyan . *IMF Working Paper*, 2011. 11 p. 51.

[Gozgor ()] *« Determinants of Domestic Credit Levels in Emerging Market: the Role of External Factors. », Emerging Markets Review*, Gozgor . 2014. 2014. 18 p. .

[Ajide ()] '« Determinants of financial inclusion in Sub-Saharian African Countries: Does Institutional Infrastructure Matter?'. K B Ajide . *CBN Journal of Applied Statistics* 2017. 8 (2) .

[Gozgor ()] '« Determinants of the Domestic Credits in Developing Economies: The Role of Political Risks'. Gozgor . *International Business and Finance*, 2018. p. .

[Villieu ()] '« Développement Financier, Qualité Institutionnelle et Croissance: un modèle simple avec effet de seuil »'. P Villieu . *Région et Développement* 2010. p. .

[Demirgüç-Kunt ()] *« Finance and Economic Development: The Role of Government » The Oxford Handbook of Banking (1 éd*, A Demirgüç-Kunt . 2008.

[Beck ()] *« Finance, Institutions and Development: Literature Survey and Research Agenda », Economic Development and Institutions Working Paper Series*, T Beck . WP 16/7. 2016.

[Park and Mercado ()] *« financial inclusion : new measurement and cross-country impact assessment », Asian Development Bank Economics Working Paper Series*, C.-Y Park , R Mercado . 2018. p. 539.

[Demirgüç -Kunt et al. ()] *« Financial Inclusion and Inclusive Growth: A Review of Recent Empirical Evidence*, A Demirgüç -Kunt , L Klapper , D Singer . 2017. World Bank. (Policy Research Working Paper, n° 8040)

[Pearce ()] '« Financial inclusion in the Middle East and North Africa: Analysis and roadmap recommendations'. D Pearce . *Policy Research Paper* 2011. World Bank. p. 5610.

[Zulkhibri ()] *« Financial inclusion, Governance and institutions: evidence from developing economies*, M Zulkhibri , R . 2016. p. . (IRTI Working Paper)

[Park and Mercado ()] *« Financial inclusion, poverty, and income inequality in developping Asia », Asian Development Bank Economics Working Paper Series*, C.-Y Park , R Mercado . 2015. p. 426.

[Sahay et al. ()] *« Financial Inclusion: Can It Meet Multiple Macroeconomic Goals?*, R Sahay , M ?ihák , P N'diaye , A Barajas , S Mitra , A Kyobe , Y N Mooi , S R Yousefi . 2015b. Washington: International Monetary Fund. 17. (IMF Staff Discussion Notes 15/)

[Kaufman et al. ()] '« Govenance Matters III: Govenance Indicators for'. D Kaufman , A Kraay , M Et Mastruzzi . *Banque Mondiale, World Bank Policy Research* 2003. 1996-2002. p. 2772. (Working Paper)

[Foresti ()] '« How do Debt Constraints Affect Fiscal and Monetary Policies Interaction in a Strategic Monetary Union?'. P Foresti . *Journal of Game Theory* 2013. 2 (2) p. .

[Sarma ()] *« Index of Financial Inclusion », Indian Council for Research on International Economic Relations, Working Paper*, M Sarma . 2008. p. 215.

[Ibrahim ()] *« Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique », Fondation Mo Ibrahim*, M Ibrahim . 2017. 2017. (Rapport Annuel)

[Aglietta ()] *« Le Risque Systémique dans la Finance Libéralisée », Revue d'Économie Financière*, M Aglietta . 2013. 70 p. .

[Kuralbayeva ()] '« Optimal Fiscal Policy and Different Degrees of Access to International Capital Markets'. K Kuralbayeva . *Journal of Development Economics* 2013. 103 p. .

[Gonzalez et al. ()] '« Panel Smooth Transmission Regression Models'. A Gonzalez , D Teräsvirta , V Dijk . *Working Paper Series in Economics and Finance: Stockholm School of Economics* 2005. p. 604.

[Djankov et al. ()] '« Private credit in 129 countries'. S Djankov , C Mcliesh , A Shleifer . *Journal of Financial Economics* 2007. 84 p. 30.

[« Rapport du Gouverneur de la Banque des États de l'Afrique Centrale, à la Conférence des Chefs d'Etat BEAC ()] '« Rapport du Gouverneur de la Banque des États de l'Afrique Centrale, à la Conférence des Chefs d'Etat'. *BEAC* 2019. 2019. Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale, Union Monétaire de l'Afrique Centrale (Yaoundé les 21 et 22 Novembre)

[Avom and Et Bobbo ()] '« Réglementation de l'Industrie Bancaire et Exclusion Financière dans la CEMAC'. D Avom , A Et Bobbo . *Afrique Contemporaine* 2018. 2018/2, n° 266. p. .

[Doumbia ()] *« Surliquidité bancaire et sousfinancement de l'économie: Une analyse du paradoxe de l'UEMOA», Revue Tiers Monde*, S Doumbia . 2011. p. .

[Law et al. (2017)] '« The Role of Institutions in Finance Curse: Evidence from International Data'. S Law , A Kutan , N Et Naseem . *Journal of Comparative Economics* 2017. November 2017.

[Demirgüç -Kunt and Klapper ()] *«Financial Inclusion in Africa: an Overview*, A Demirgüç -Kunt , L Klapper . 2012b. World Bank. (Policy Research Paper, n° 6088)

[Chen et al. ()] '«Greasing the Wheels of Bank Lending: Evidence from Private Firms in China'. Y Chen , M Liu , J Su . *Journal of Banking and Finance* 2013. 37 p. .

[Guérineau and Jacolin (2014)] *«L'inclusion Financière En Afrique Subsaharienne: Faits Stylisés Et Déterminants », Revue d'Économie Financière*, S Guérineau , L Jacolin . 2014. Juin 2014.

[Maksimovic (1998)] '«Law, Finance, and Firm Growth'. Maksimovic . *Journal of Finance* 1998. Dec., 1998. 53 p. .